



# **REPONSE À LA CONSULTATION DE L'ARCEP RELATIVE AUX MARCHES DE LA TELEPHONIE FIXE**



<b>1</b>	<b><i>Introduction.....</i></b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b><i>Les marchés de détail .....</i></b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b><i>Les marchés de gros.....</i></b>	<b>4</b>
<b>3.1</b>	<b>Marché de gros du départ d'appel et de la terminaison d'appel fixe .....</b>	<b>5</b>
3.1.1	Contrôle tarifaire sur la terminaison d'appel .....	5
3.1.2	Prestation de reversement SVA.....	6
<b>3.2</b>	<b>Marché du transit.....</b>	<b>6</b>



## 1 Introduction

L'Autorité a publié et soumis à consultation publique son deuxième cycle d'analyse des marchés de la téléphonie fixe.

Au titre de cette analyse, les marchés retenus par l'Autorité comme pertinents pour l'application d'une régulation sont limités par rapport au précédent cycle, conformément à la nouvelle recommandation de la Commission européenne ; le droit de la concurrence étant privilégié.

BOUYGUES TELECOM adhère dans une très large mesure aux analyses de l'Autorité sur les marchés de la téléphonie fixe et souhaite seulement signaler dans la présente réponse les quelques points de désaccord avec l'analyse de l'Autorité sur les marchés et les remèdes envisagés.

## 2 Les marchés de détail

Dans le premier cycle d'analyse des marchés de la téléphonie fixe, l'ARCEP a désigné France Télécom comme opérateur puissant sur l'ensemble des marchés de détail pertinents retenus. A ce titre, France Télécom était donc soumis à un ensemble d'obligations sur ces marchés, et en particulier des obligations de contrôle tarifaire. De plus, des obligations sur les marchés de gros sous-jacents étaient également imposées à France Télécom.

La régulation mise en place sur les marchés de gros et sur les marchés de détail a permis au cours de ce cycle d'analyse de marchés de développer la concurrence sur les marchés de détail fixes, au bénéfice des consommateurs.

C'est ainsi que l'ARCEP a ensuite procédé à un allègement progressif de cette régulation sur les marchés de détail résidentiels, dans la mesure où les obligations imposées à France Télécom de proposer des offres de gros (VGAST, sélection du transporteur, dégroupage) ont permis aux opérateurs concurrents de prendre une place progressivement plus importante sur les marchés des communications téléphoniques fixes.

Dans ce deuxième cycle d'analyse de marché, conformément à la nouvelle recommandation de la Commission européenne sur les marchés pertinents, l'ARCEP réduit le nombre de marchés de détail pertinents pour une régulation ex ante et limite ceux-ci à l'accès pour lequel elle distingue les marchés de l'accès résidentiel et professionnel.



Bouygues Telecom adhère à l'analyse de l'ARCEP de définir deux marchés de l'accès distincts entre la clientèle résidentielle et la clientèle professionnelle, en raison principalement de la différence de niveau de qualité de service attendu par ces deux types de clientèles. Elle considère également que France Télécom reste un acteur dominant sur ces marchés, en raison de la non duplicabilité de l'infrastructure de boucle locale fixe.

L'Autorité envisage de supprimer les obligations encore imposées à France Télécom sur ces marchés de détail, et de privilégier une régulation par les marchés de gros. Bouygues Telecom souhaite que deux obligations soient être maintenues :

- En ce qui concerne l'obligation de comptabilisation des coûts, l'Autorité envisage qu'elle devrait être levée au titre de la régulation des marchés de détail et ne subsister qu'au titre des articles 18 et 20 de la décision n°06-1007 jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2009. Bouygues Telecom considère que la durée d'application de cette obligation devrait être celle du cycle d'analyse de marché.
- Sur le marché non résidentiel de l'accès au service téléphonique, l'ARCEP estime que « les niveaux de qualité de service disponibles sur les marchés de gros seront globalement satisfaisants à brève échéance », ce qui justifie la levée des obligations sur ce marché de détail.

Bouygues Telecom considère néanmoins qu'il convient d'être très vigilant sur la qualité de service offerte par France Télécom sur les marchés de gros, de manière à permettre à la concurrence de s'exercer pleinement sur les marchés de détail, et que la levée des obligations sur le marché non-résidentiel ne devrait donc intervenir que lorsque le niveau de qualité de service requis sera effectivement atteint. Les délais de production sur le marché des entreprises semblent toujours poser des problèmes. Notamment, l'absence d'anticipation des délais induits par les Petites Opérations d'Infrastructure (POI) conduit à des décalages dans les délais de production qui ne peuvent être communiqués aux clients au moment de la commande mais seulement au moment de la livraison. Ces décalages non planifiés ne sont pas satisfaisants du point de vue des clients.

### **3 Les marchés de gros**

De la même façon que pour les marchés de détail, le nombre de marchés pertinents pour une régulation ex ante a été réduit par rapport au précédent cycle d'analyse de marchés et se limite à ceux identifiés dans la recommandation de la Commission Européenne.



## 3.1 Marché de gros du départ d'appel et de la terminaison d'appel fixe

### 3.1.1 Contrôle tarifaire sur la terminaison d'appel

Les marchés de la terminaison d'appel fixe sur chaque réseau individuel sont pertinents et chaque opérateur est considéré comme exerçant une influence significative. A ce titre, l'Autorité impose à ces opérateurs des obligations tarifaires :

- Orientation des tarifs vers les coûts pour France Télécom,
- Interdiction de pratiquer des tarifs excessifs pour les autres opérateurs.

Pour mettre en œuvre ces obligations et donner de la visibilité aux acteurs, l'Autorité envisage la mise en place d'un encadrement pluriannuel des tarifs d'interconnexion de l'ensemble des opérateurs. Mais, bien que l'obligation imposée aux opérateurs autres que France Télécom soit différente de celle imposée à France Télécom en raison de leur position sur le marché, l'ARCEP souhaite la convergence des tarifs de terminaison d'appel de tous les opérateurs vers un même niveau.

Bouygues Telecom s'étonne de cette incohérence entre la régulation mise en place et les tarifs qui seraient imposés : la non excessivité des tarifs des opérateurs autres que France Télécom se traduirait par l'orientation de ces tarifs vers les coûts de France Télécom.

De plus, les coûts des prestations de terminaison d'appel diffèrent d'un opérateur à l'autre en raison des différences d'architectures mises en place, qui ne sont pas liées à des différences en efficacité, mais au niveau de raccordement à ce réseau. Ce niveau de raccordement dans le réseau diffère en fonction de l'architecture des réseaux, ainsi que du type de réseau et le nombre de point d'interconnexion pertinent varie suivant les opérateurs. En cas d'alignement des prix à la minute, les coûts effectifs de terminaison prenant en compte les investissements et OPEX de raccordement à plus de 300 CA de France Télécom seraient dans la réalité très largement supérieurs aux coûts effectifs de terminaison sur les réseaux des opérateurs alternatifs qui présentent rarement plus de cinq points d'interconnexion. Ce résultat semble difficilement justifiable. Il convient donc de rapprocher les prix à architecture comparable en prenant en compte les coûts induits par le raccordement des points d'interconnexion.

Par ailleurs, on observe que lors du précédent cycle d'analyse de marché, alors que France Télécom était déjà soumis à une obligation d'orientation vers les coûts de ses prestations de départ d'appel et de terminaison d'appel, la publication des comptes



séparés par marché de France Télécom fait apparaître des marges de plus 40% sur ces marchés par rapport aux coûts réglementaires de France Télécom.

### **3.1.2 Prestation de reversement SVA**

L'ARCEP impose à France Télécom une interdiction de pratiquer des tarifs excessifs sur la prestation de reversement pour les appels vers les SVA, en plus de l'obligation de tarif raisonnable définie dans la décision de régulation symétrique.

Bouygues Telecom adhère à cette position et considère en effet qu'un niveau de partage raisonnable, reflétant une répartition juste de la valeur ajoutée de chacun des acteurs, implique la prise en compte dans les tarifs de l'offre de reversement d'une part des coûts commerciaux supportés par l'opérateur de boucle locale.

## **3.2 Marché du transit**

Les marchés de gros du transit ne font plus partie des marchés identifiés comme pertinents par la Commission européenne, et l'analyse effectuée par l'Autorité conclut à la non pertinence de ces marchés pour une régulation ex ante.

Bouygues Telecom adhère à l'analyse de l'Autorité sur ces marchés et à l'existence d'une concurrence sur ces marchés, qui peut justifier de la suppression des obligations imposées à France Télécom.

Néanmoins, il convient de surveiller les évolutions de ces marchés en raison de la réduction du nombre d'acteurs et de la position des deux principaux sur les différents marchés de détail fixe et mobile.

Par ailleurs, l'évolution du réseau de France Télécom vers une architecture NGN concentrant ces points d'interconnexion VOIP pourrait conduire à la disparition d'une partie de ce marché du transit (marché du simple transit).